

Publié le 4 juin 2021

Rwanda : et s'il y avait autre chose ?

La guerre du Rwanda semble être une affaire spécifiquement interne. Or, à y regarder de plus près, les enjeux géopolitiques n'en sont pas absents, loin s'en faut. Le fait de les étudier permet de donner une autre lecture à ce conflit.

Loin de moi l'idée de revenir sur la question spécifiquement rwandaise, ni sur l'excellent et très exhaustif [article](#) de François de Lacoste-Lareymondie publié dans la Smart Reading Press du 30 avril 2021. Il y a eu des milliers d'articles et de livres sur cette question, pas tous exempts d'interprétations tronquées ni d'arrière-pensées. Mais bien peu d'entre eux s'interrogent sur le fait de savoir si l'affaire rwandaise ne cachait pas une autre affaire, plus large et géopolitique.

La souris rwandaise s'attaque à l'éléphant zaïrois

Ce qui m'a amené à me poser cette question est le fait qu'il y eut, suite à la déroute des armées du régime rwandais et après la victoire militaire de Kagame, une fuite éperdue d'une partie des populations hutues, terrorisées face à la terrible répression tutsie. 2 millions d'entre elles se réfugièrent au Zaïre voisin, Mobutu leur ayant ouvert sa frontière. Elles furent, on le sait, poursuivies ensuite par les troupes de Kagamé en territoire zaïrois. Officiellement, ce sont les rebelles de l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo) qui opéraient, soutenues par le FPR (Front patriotique rwandais) de Paul Kagame. En fait, c'est évidemment lui qui téléguidait l'opération.

Or il se trouve que j'étais moi-même à Kinshasa, la capitale zaïroise, à ce moment-là, et que j'ai assisté «en direct» à la chute de la ville de Kisangani, le 15 mars 1997. Ce fut le tournant de cette guerre, la première guerre du Congo¹. On sait quelle a été la suite : la débandade de l'armée zaïroise (les FAZ), incapable de résister à l'armée rwandaise très entraînée, la prise de Kinshasa le 17 mai 1997 et la chute du régime de Mobutu, remplacé par Laurent-Désiré [Kabila](#), un révolutionnaire et trafiquant d'or et d'ivoire «professionnel», arrivé dans les bagages de l'armée du FPR. Ce qui m'a frappé à l'époque, c'est le fait que tous mes interlocuteurs kinois, tout autant que les «feuilles de chou» vendues dans la rue, affirmaient : «Ce sont les Américains qui sont derrière». Après avoir trouvé cela ridicule, je me suis en effet demandé comment la «souris» rwandaise pouvait avoir le culot, au moment-même où son propre pays était à reprendre et à contrôler, de s'attaquer, sans aucun appui extérieur, à un «éléphant» comme le Zaïre². De fait, ce que pensaient à l'unanimité les Kinois pouvait avoir du sens.

1 - Voir [Wikipedia](#).

2 - Il faut rappeler que Kagame a pris le pouvoir suite à la chute de Kigali, le 4 juillet 1994, soit moins de trois ans auparavant. D'abord, comme ministre de la Défense, ensuite comme Président de la République, à partir de mars 2000.

L'intérêt américain pour le Zaïre

Pour faire un peu d'histoire, il faut se rappeler que [Mobutu](#) arrive au pouvoir avec l'appui de la CIA, après l'assassinat du dirigeant Patrice Lumumba, le 17 janvier 1961. De même, ce sont les USA qui lui permettent de reconquérir son territoire, dans sa guerre civile contre le rebelle Pierre Mulele, puis de mener le coup d'État final contre le premier président Joseph Kasa-Vubu. Mobutu est donc, au début, «l'homme des Américains», protégeant le pays contre les «communistes» dont Lumumba avait paru être le symbole.

Pourquoi cet intérêt américain si marqué pour le lointain Zaïre ? Pour le comprendre, il suffit de regarder une carte : le Zaïre est un pays totalement stratégique, au cœur de la zone pétrolière de l'Afrique équatoriale, avec des frontières communes – excusez du peu – avec l'Angola, la Zambie, la Tanzanie, le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, la Centrafrique et le Congo, et bourré de richesses minières dans sa partie Est. On peut presque dire que celui qui contrôle ce géant contrôle la moitié du continent africain. De plus, on était, à cette époque, en pleine guerre, par pays et partis satellites interposés, contre le communisme. Il était très important pour les USA de disposer d'un allié sûr, tout comme du soutien du régime d'apartheid sud-africain, tout comme de la rébellion angolaise de l'UNITA (dirigée par Jonas Savimbi) contre les communistes angolais du MPLA. On comprend, à cette lumière, pourquoi la CIA a appuyé avec autant de zèle, son «petit protégé»...

Kagame, l'homme des USA

Ensuite, Mobutu déçoit. Il fait une politique autocratique, ne développe pas son pays. Surtout, la chute du communisme en 1991 sonne le glas des «amis» des USA, dont ils n'ont plus besoin : De Klerk en Afrique du Sud (lâché en 1994), Mobutu au Zaïre (qui démissionne en 1997), Savimbi en Angola (assassiné en 2002). Les Américains ne sont pas très fidèles en amitié... À l'évidence, un homme comme [Kagame](#) est beaucoup plus intéressant que Mobutu : anglophone, il a fait une partie de ses études militaires aux USA (en juin 1990 à Fort Leavenworth, dans le Kansas), où il a noué de nombreux contacts. Ce n'est pas par hasard puisque, depuis 1979, il a rejoint en Ouganda, à l'âge de 22 ans, des maquisards venus de Tanzanie, sous la direction du futur président ougandais Yoweri Museveni, pour renverser le régime d'Amin Dada. Le mouvement, devenu la NRA (National Resistance Army) était déjà, à l'époque, soutenu politiquement, économiquement et militairement par les USA. On complétera le tableau si l'on sait que la diaspora tutsie est très influente en Amérique. Lorsque la guerre rwandaise éclate, Kagame est donc, et depuis longtemps, «l'homme des USA».

Disponibilité d'un homme politique, militaire, révolutionnaire et combattant, soutenu depuis longtemps, formé chez eux, dévoué à leurs intérêts et anglophone, prêt à prendre les rênes au Rwanda, pouvoir vieillissant au Zaïre, immense intérêt stratégique de ce pays, comment ne pas penser, dans ces conditions, qu'il y ait pu y avoir un «deal» entre les USA et Kagame, du type «vous me donnez le Rwanda, je vous donne le Zaïre» ? Il y a évidemment un intérêt direct pour Kagame dans cette opération, à savoir le pillage des ressources minières de l'Est du Zaïre, ce qu'il mit en œuvre dès la prise de ce pays en 1997 (après y avoir massacré près de 200 000 Hutus), et ce qu'il continue à faire encore aujourd'hui.

Une thèse bien étayée

À l'appui de cette thèse d'une opération globale Rwanda-Zaïre dirigée en sous-main par les USA, on peut ajouter plusieurs éléments :

- L'accord politique instituant l'AFDL de Kabila et son soutien par le FPR de Kagame pour attaquer le Zaïre est signé dès le 18 octobre 1996, soit deux ans à peine après la prise de pouvoir par Kagame, et alors qu'il n'est encore que ministre de la Défense. Comment peut-on penser une seule seconde qu'un plan de conquête aussi ambitieux et mis en œuvre immédiatement pourrait avoir été lancé sans une préparation minutieuse et bien antérieure, et avec de très solides parrains ? Absolument impossible !
- De même, comment expliquer que les négociations ayant abouti au départ de Mobutu – qui ont été conduites sur le navire Outenika, prêté par l'Afrique du Sud – aient été menées par l'ambassadeur des USA, et non par la France³ ? Les mauvaises langues kinoises ont raconté à cette époque que l'ambassadeur de France, qui était aussi sur le bateau, a été consigné dans sa cabine par les militaires américains, avec interdiction d'en sortir...
- Comment expliquer, enfin, que tous les efforts judiciaires ayant tendu à prouver que Kagame ait pu être impliqué dans l'assassinat des deux présidents rwandais et burundais (enquête menée sous l'égide de la France, puisque le pilote de l'avion abattu était français) le 6 avril 1994, et donc qu'il est l'instigateur de cette guerre atroce, n'aient jamais abouti, et que le premier rapport déposé à l'ONU dans ce sens n'ait jamais été publié, alors que l'on dispose, depuis le début ou presque, des numéros du missile russe qui a détruit l'avion, et de sa provenance (les stocks de l'armée ougandaise) ? Qui a pu faire pression pour enterrer ce premier dossier accablant ? Qui a fait en sorte de propager, jusqu'à présent, la thèse d'un génocide à sens unique, alors que toute l'Histoire montre que ces deux ethnies qui cohabitent se haïssent, et qu'elles se sont battues l'une contre l'autre à maintes reprises ?

Des accords de paix qui n'en sont pas

On sait quelle a été la suite de cette affaire : le pillage absolu des caisses et des richesses du Zaïre par les «amis» rwandais du nouveau Président Laurent-Désiré Kabila, à tel point qu'il prend un jour son courage à deux mains pour les chasser et déclencher ainsi la [deuxième guerre du Congo](#). Puis son assassinat le 16 janvier 2001 et son remplacement par son fils adoptif, Joseph Kabila. Enfin, la suite des accords de «paix» : Lusaka (juillet 1999), Sun City (19 avril 2002), Luanda (6 septembre 2002), Gbadolite (31 décembre 2002).

Ces accords de paix n'en sont pas, puisqu'ils entérinent sous une forme diplomatique la partition du pays, avec le contrôle effectif de la zone minière des Grands Lacs, jusqu'à aujourd'hui par le Rwanda et les mafias qu'il parraine ou autorise, et toutes les exactions que les pillards de toutes sortes font subir aux populations locales depuis plus de vingt ans, dans l'indifférence complète de la communauté et de la presse internationales, si attentionnées concernant le passé rwandais, mais si autistes sur ses conséquences. On recense plus de 2 millions de morts dans cette immense zone de non-droit.

³ - Et pas plus par Mandela, qui était bien présent sur le navire, mais comme faire-valoir, car on peut bien penser que jamais les USA ne lui auraient confié le sort du si stratégique Zaïre...

Ces accords ne donnent nullement ce dont cet immense pays aurait eu besoin, et que Mobutu avait pu assurer dans un premier temps : un gouvernement fort et une armée digne de ce nom, pour se faire respecter et assurer l'unité nationale. Ainsi, finalement, les USA et leur allié rwandais, s'ils n'ont pas obtenu l'essentiel de leur grand projet géopolitique, le contrôle politique du grand Zaïre, en ont néanmoins réalisé l'essentiel, d'une part le pillage de ses ressources, d'autre part la fin de l'influence française en Afrique équatoriale, une défaite géopolitique majeure. La preuve, aujourd'hui, lorsqu'on est français, et qu'on veut exister dans cette zone, on va à Kigali, et pas à Kinshasa...

La souris a bien tué l'éléphant, et continue de s'en repaître⁴. Pendant que l'on ressasse à longueur de rapports le génocide rwandais, le sang des millions de morts zaïrois crie de la terre jusqu'au ciel dans le silence général. Mais les intérêts internationaux et le conformisme des bien-pensants sont tellement plus forts...

Ah non, décidément, la politique internationale n'est pas toujours un beau métier !

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

4 - Voir [Liberté Politique](#).